

Livre et militantisme, La Cité Editeur 1958-1967 [Léopnard Burnand, Damien Carron, Pierre Jeanneret]

Autor(en): **Roth, Simon**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse
d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **58 (2008)**

Heft 1: **Quelleneditionen als historische Grundlagenforschung = Les
éditions de sources en tant que recherche historique de base**

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Léonard Burnand, Damien Carron, Pierre Jeanneret: **Livre et militantisme, La Cité Editeur 1958–1967**, sous la dir. de François Vallotton, avec une postface de François Maspero. Lausanne, Editons d'en bas, 2007, 201 p.

Cinquième volume d'une collection inaugurée en 1998 par la Fondation Mémoire Editoriale, *Livre et militantisme, La Cité Editeur 1958–1967* ajoute une pierre étonnante au grand chantier de l'histoire du livre et de l'édition en Suisse romande. Si le précédent ouvrage avait évoqué l'aventure intellectuelle et surtout la grande entreprise commerciale internationale que furent les éditions Rencontre, celui-ci s'attache en comparaison à un catalogue a priori fort modeste – 38 titres et une revue – mais aux implications politiques d'envergure. A travers la figure de l'éditeur Nils Andersson (1933), il témoigne de l'engagement de membres d'une génération sensible aux idéaux des diverses mouvances de l'extrême-gauche européenne. Ce n'est plus celui du professeur André Bonnard (1888–1959) et de l'affaire éponyme des années 50 sur fond d'accusation d'espionnage au profit de l'URSS, et ce n'est pas encore celui, plus connu peut-être, d'une frange active au lendemain de mai 68, cristallisé récemment en Suisse romande au travers de l'itinéraire et des récits tels que *Double* et surtout *Un dimanche à la campagne* de l'écrivain Daniel de Roulet (1944). L'aventure débute en 1958 avec la réédition à Lausanne de *La Question* d'Henri Alleg, témoignant des pratiques de torture en pleine guerre d'Algérie et interdit en France quelques semaines après sa parution. Elle s'achève en 1967 avec l'expulsion par les autorités politiques suisses de l'éditeur Nils Andersson qui avait conservé sa nationalité suédoise.

Cet engagement révèle également une période qui accordait une place de choix au livre comme le souligne non sans nostalgie dans sa postface le célèbre éditeur français François Maspero: «Et il faut dire aussi qu'un livre, à cette lointaine époque, était encore au premier rang des medias – comme on ne peut même plus l'imaginer aujourd'hui. La télévision balbutiait; la radio transistor en était à ses débuts. La presse hebdomadaire était beaucoup moins foisonnante. [...] Le livre apparaissait donc comme un outil d'information capital.»

Maison d'édition définie comme «relativement marginale» dans le paysage éditorial romand, sans ambition financière affirmée et dirigée par un éditeur qui ne s'embarrassait guère de tradition locale en matière de livre, les éditions La Cité méritaient toutefois que des historiens s'y attachent. L'intérêt du volume réside dans une mise en perspective détaillée et passionnante des livres phares du catalogue – et notamment des «livres noirs» de la guerre d'Algérie visant à «pallier la démission de la quasi-totalité des éditeurs français» dénoncée par F. Maspero – et une contextualisation des engagements politiques de Nils Andersson. Il met bien en valeur, selon la formule de François Vallotton, «l'apport de l'histoire du livre et de l'édition à une histoire politique et culturelle de la période». Les 3 contributions de Damien Carron, Léonard Burnand et Pierre Jeanneret demeurent attentives à tous les aspects de la vie matérielle et intellectuelle du livre (tirage, canaux de diffusion, réception), variant et croisant les sources offertes par les témoignages, les archives diplomatiques et privées et les rapports de police, miroir déformant de tous les engagements de ces années de Guerre Froide.

La première contribution de Damien Carron évoque le pan sans doute le plus spectaculaire de l'engagement de Nils Andersson, celui des publications au cœur de ce que l'on nommera bientôt la guerre d'Algérie. Rééditant en Suisse à la demande de Jérôme Lindon *La Question* d'Henri Alleg, volume des éditions de Minuit interdit dans une France qui renoue alors avec un contrôle du livre quali-

fié «d’Ancien Régime», Nils Andersson crée ainsi en 1958 dans l’urgence une nouvelle enseigne; il rejoint bien vite une mouvance de nouveaux éditeurs européens qui lient militantisme et édition (Jérôme Lindon, François Maspero, Giangiacomo Feltrinelli notamment). Il ajoute un chapitre de plus, à travers ce titre et ceux qui suivront en réédition ou pour son propre compte jusqu’en 1962, aux relations complexes qu’entretient la France avec ce morceau de francophonie qui, des placards de la Réforme aux guerres mondiales, demeure selon les circonstances un concurrent ou un relais apprécié des intellectuels, imprimeurs et éditeurs de l’Hexagone.

La deuxième contribution de ce volume s’attache au volet théâtral du catalogue des éditions La Cité. Léonard Burnand évoque l’enthousiasme du jeune Andersson à l’égard de la scène et des expériences du Théâtre National Populaire de Jean Vilar; à l’aube des années soixante, les auteurs romands engagés – Henri Debluë, Franck Jotterand, Bernard Liègme – ne tardent donc pas à être publiés à l’enseigne de La Cité et participent au renouveau des scènes romandes assujetties alors aux tournées parisiennes. L. Burnand s’attache ensuite à décortiquer l’«affaire» suscitée par la pièce *Un banquier sans visage* créée en 1964 à Genève par Walter Weideli, journaliste et homme de lettres, à l’occasion du 150^e anniversaire de la réunion du canton à la Confédération. Nils Andersson en fut l’éditeur somme toute discret, et ne connut pas à cette occasion un succès commercial de scandale, mais la genèse de cette pièce et son écho retentissant méritait cette analyse qui va bien au-delà de l’impact éditorial. Commande de l’Etat, la pièce évoque toutefois sous un angle guère favorable la figure genevoise de Necker; avant même la première, la polémique fait rage au Grand Conseil et dans les journaux, non sans résonances, quant à l’argumentaire, à des querelles anciennes ou modernes si l’on songe aux fresques de Hodler prévues pour le Musée national suisse au tournant du XX^e siècle, au slogan de Ben à l’Expo Universelle de 1992 ou à la récente tempête suscitée par Thomas Hirschhorn. La pièce aura bien lieu et le succès public sera au rendez-vous. Walter Weideli en paiera le prix fort avec sa mise à l’écart ultérieure du *Journal de Genève*.

Le troisième volet de ce volume, signé Pierre Jeanneret, évoque un pan moins connu peut-être de l’activité éditoriale de Nils Andersson: les publications «pro-chinoises». Historien des mouvements socialistes et communistes de Suisse romande, l’auteur éclaire les arcanes des engagements de N. Andersson (Centre Lénine, revues diffusées par les éditions, publications propres à La Cité); il rappelle le contexte d’une fascination grandissante pour la Chine communiste, qui a frappé de nombreuses figures de l’intelligentsia française aux lendemains désenchantés de 1956 en Europe de l’Est et à l’heure des luttes anticoloniales virulentes, mais dont l’écho demeura modeste en Suisse romande. Prenant parti, les éditions de la Cité relaient ce débat intellectuel qui éclate au lendemain de la rupture sino-soviétique de 1963; elles contribuent à la diffusion d’un corpus – dont P. Jeanneret relève la lecture devenue aujourd’hui bien indigeste – bridé par le Parti du Travail et les principaux PC occidentaux. Ces publications ainsi que la diffusion de revues telles que *African Revolution* – édition anglaise de la revue *Révolution africaine* dirigée par Jacques Vergès – et la création du Centre Lénine à Lausanne impliquent de nombreux contacts de N. Andersson avec l’ambassade de Chine à Berne, principal bailleur de fonds. Ceux-ci sont attentivement documentés par une Police fédérale qui multiplie depuis de nombreuses années des rapports à l’encontre de l’éditeur. Cette accumulation lui est fatale, et le «Suédois de Lausanne», après les

avertissements d'usage, est expulsé de Suisse en 1967. Cette décision suscite un vif débat en Suisse, révélateur des lignes de fracture idéologique, mais qui ne parvient pas toutefois à en modifier l'application. Elle ne sera levée qu'en 1986. N. Andersson poursuivra sa carrière en Albanie, puis en Suède et à Paris.

La postface de François Maspero met en exergue la passion, le courage et le goût de l'action d'éditeurs qui désiraient «apporter ne serait-ce qu'une petite pierre à un mouvement de protestation et de solidarité trop menacé par les pouvoirs», et plaide pour la réhabilitation officielle d'un homme militant.

Simon Roth, Sion

David Luginbühl: **Vom «Zentralorgan» zur unabhängigen Tageszeitung? Das «Vaterland» und die CVP 1955–1991** (Religion, Politik, Gesellschaft in der Schweiz, hg. von Urs Altermatt 45). Freiburg i. Ü., Academic Press, 2007, 168 S.

Der zu besprechende Band von David Luginbühl liegt am Analyse-Schnittfeld von Presse, Politik, Gesellschaft und Religion und zeigt eindrücklich, kompakt und methodisch gelungen die Geschichte der Tageszeitung «Vaterland» in den Jahren 1955–1991. Das in Luzern verlegte Blatt mit zum Teil nationaler Ausstrahlung bewegte sich im historisch gewählten Beobachtungszeitraum vom «Zentralorgan» der katholisch-konservativen bzw. christlich-sozialen Bewegung – wie exemplarisch am Wahlkampf 1955 aufgezeigt – hin zu einem relativ unabhängigen Printmedium, das sich zusehends an wirtschaftlichen Kriterien, also «am Markt», zu orientieren begann und dem Namen nach 1991 verschwand. Das «Vaterland» ist primär als «Gesinnungspresse» zu sehen. Seine Ursprünge reichen in die 1830er Jahre zurück, und es war «seit Anbeginn nicht nur eine der konservativen Partei, sondern auch der katholischen Kirche verbundene Zeitung» (S. 33).

Luginbühl stützt seine historische Analyse hauptsächlich auf unveröffentlichtes Quellenmaterial der LZ Medien Holding sowie der CVP und der CSP. Komplementär dazu wurde die Möglichkeit genutzt, Zeitzeugen zu befragen, dies aber mit der angebrachten Distanz und Skepsis (S. 13). Die materiellen Grundlagen der Studie sind also grösstenteils «institutioneller Natur», diejenigen eines Medienunternehmens sowie diejenigen einer Partei. Daraus ergibt sich dann auch das Hauptaugenmerk der Untersuchung: Das Verhältnis des «Vaterlands» zur CVP bzw. deren Vorgängerparteien. Hier werden nun Nähe und Distanz hinsichtlich dreier Ebenen beobachtet: 1. die personelle (S. 35–67), 2. die inhaltliche (S. 69–110) sowie 3. die strukturelle Ebene (S. 111–145).

Die Betrachtung der involvierten Personen/Akteure zeigt enge Berührungspunkte zwischen dem Unternehmen der Tageszeitung wie der Katholisch-Konservativen/Christlichdemokraten, v.a. der Region Luzern. Die Vaterland AG war eine «von Privaten getragene Aktiengesellschaft», «eine gut überblickbare Gruppe», deren Generalversammlungen einer Art Parteiversammlung glichen (vgl. S. 35). Ihr Verwaltungsrat war eine «Domäne der katholisch-konservativen Partielite» (S. 36). Trotzdem gab es immer wieder auch Spannungen im Binnenbereich, v.a. aufgrund der Beteiligung bzw. Nichtbeteiligung von Christlichsozialen. Was die Redaktoren angeht, die ja mehr im Lichte der Öffentlichkeit standen, waren die Veränderungen im analysierten Zeitraum markanter, kantiger: Bis etwa 1970 war das Redaktionsteam eng mit der Parteipolitik verzahnt, so z.B. der christlich-soziale Nationalrat und «Vaterland»-Chefredaktor Karl Wick (1891–1969). Später zeigte sich grössere Distanz und Freiheit. Luginbühl schreibt nüchtern, dass sich der Verwaltungsrat jedoch in den 1960er und 1970er Jahren zunehmend mit dem